



#

6^{ème} RÉUNION CONSULTATIVE DU
GROUPE INTERNATIONAL DE CONTACT SUR MADAGASCAR (GIC-M)
ADDIS ABÉBA, LE 8 DÉCEMBRE 2011

COMMUNIQUÉ

1. À l'initiative du Président de la Commission de l'Union africaine (UA), Dr Jean Ping, et dans le cadre des efforts visant à accélérer le processus de sortie de crise à Madagascar, le Groupe international de contact sur Madagascar (GIC-M) a tenu sa 6^{ème} réunion à Addis Abéba, le 8 décembre 2011, sous la présidence de l'Amb. Ramtane Lamamra, Commissaire de l'UA à la Paix et à la Sécurité. Outre l'UA, cette réunion a regroupé les représentants des pays et organisations ci-après: le Zimbabwe, au nom du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, les membres africains et les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Afrique du Sud, Gabon, Nigeria, Chine, États-Unis, France, Fédération de Russie et Royaume-Uni), d'autres partenaires de Madagascar, à savoir l'Allemagne et le Japon, ainsi que la Commission de l'Océan Indien (COI), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), les Nations unies, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'Union européenne (UE).

2. La réunion s'est déroulée dans un contexte marqué par des avancées significatives dans le processus de sortie de crise à Madagascar. Les délibérations ont eu lieu à la lumière de la communication faite par M. Marius Fransman, Vice-Ministre des Relations internationales et de la Coopération de la République de l'Afrique du Sud, Président du Comité ministériel de l'Organe de la Troïka de la SADC et Envoyé spécial du Président Jacob Zuma pour Madagascar, et du communiqué de la 303^{ème} réunion du CPS, tenue le 8 décembre 2011, ainsi que des informations additionnelles fournies par le Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement d'union nationale de Madagascar et les autres acteurs internationaux concernés.

3. Après avoir passé en revue l'évolution de la situation à Madagascar depuis sa 5^{ème} réunion, tenue à Addis Abéba le 18 février 2010, le Groupe s'est félicité de l'évolution positive de la situation, en particulier la signature, à Antananarivo, le 16 septembre 2011, de la « Feuille de route pour la sortie de crise à Madagascar », suivie, le 14 octobre 2011, de celle du Cadre de mise en œuvre de ladite Feuille de route, ainsi que la nomination



d'un Premier ministre de consensus, en la personne de M. Jean Omer Beriziky, et la formation d'un Gouvernement d'union nationale, la mise en place du Conseil supérieur de Transition et du Congrès de Transition. Les participants ont félicité les parties malgaches pour les progrès accomplis, et en ont appelé aux Mouvances Ratsiraka et Zafy à se joindre sans délai au processus de transition, en prenant, chacune en ce qui la concerne, les mesures requises à cet effet, y compris en termes de participation au Gouvernement, au Conseil supérieur de Transition et au Congrès de Transition, ainsi qu'aux autres Institutions de la Transition. Ils ont également félicité la Médiation et la Troïka de la SADC pour leurs efforts soutenus.

4. Le Groupe a encouragé les parties malgaches à persévérer dans leurs efforts en vue de la mise en œuvre de tous les aspects de la Feuille de route, y compris la mise en place, dans un esprit de consensus et d'inclusivité, de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et la fixation consensuelle du calendrier électoral, pour l'organisation d'élections libres, transparentes et régulières, ainsi que la mise en œuvre des dispositions de l'article 20 de la Feuille de route. Dans ce contexte, les participants ont exprimé leur approche et leur disposition à reprendre graduellement l'appui économique au Gouvernement malgache au fur et à mesure que des progrès plus déterminants auront été réalisés dans la mise en œuvre de la Feuille de route, et à exhorter les autres membres de la communauté internationale à faire de même. L'idée d'organiser, en temps voulu, une Table ronde des partenaires au développement de Madagascar, à travers le cadre de facilitation prévu par la Feuille de route, a été agréée.

5. Le Groupe a reconnu la nécessité d'un appui et d'un accompagnement soutenus de la communauté internationale, pour faciliter le bon déroulement et la conclusion réussie de la Transition. Les participants ont exprimé leur disposition à fournir un appui technique, logistique et financier à la CENI et au processus électoral, en général, sur la base d'un cadre politique et juridique favorable à la tenue d'élections transparentes et crédibles. À cet égard, ils attendent avec intérêt les résultats de la mission d'évaluation des besoins électoraux des Nations unies, qui sera entreprise en coordination avec les autres acteurs internationaux, en particulier l'UA. Ils se sont également engagés à renforcer leur appui à la population malgache pour atténuer l'impact de la crise sur les conditions de vie socio-économiques. Ils ont appelé les autres membres de la communauté internationale à contribuer activement à cet effort. Par ailleurs, ils ont mis en évidence la nécessité de l'harmonisation et de la coordination des initiatives, en vue d'assurer la cohésion de l'action de la communauté internationale en soutien à la sortie de crise et à la relance de l'économie du pays.

6. Dans ce contexte, les participants se sont accordés sur l'importance que revêt une coordination étroite tant au niveau politique, dans le cadre du GIC-M, qu'opérationnel, sur le terrain, à Madagascar. Il a été convenu que le GIC-M se réunira au minimum tous les trois mois, et plus fréquemment si nécessaire, et à Antananarivo chaque fois que de

besoin, pour faire le point de la situation et assurer un engagement international soutenu et cohérent en appui à la sortie de crise. Entre les sessions régulières du GIC-M, le chapitre local du Groupe assurera le suivi quotidien sur le terrain sous l'égide du Bureau de Liaison conjoint que l'UA et la SADC se proposent d'établir très prochainement. Ils ont encouragé tous les pays et organisations qui le peuvent à se doter d'une présence physique sur le terrain en vue d'appuyer la Transition malgache.

7. Les membres du Groupe international de contact sur Madagascar sont convenus de continuer à travailler ensemble dans le cadre du GIC-M que préside l'UA, en appui aux efforts visant à promouvoir une sortie de crise rapide et le retour à l'ordre constitutionnel à Madagascar.